

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 29/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)**

Terre Plein de Mourepiane  
Porte 4 - CS 40034  
13016 Marseille

Références : D-2025-0271  
Code AIOT : 0006404176

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9) implanté Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure en date du 4 juin 2024, et à l'inspection réalisée le 3 octobre 2014.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)
- Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006404176
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein des formes 8 et 9 des bassins Est du GPM.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Astreinte	
3	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Emissions de COV	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.5.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance rejets aqueux TBT	AP Complémentaire du 20/01/2025, article 2 et 3	Sans objet
4	Stockage de peinture	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Sans objet
5	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Sans objet
6	Propreté	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Sans objet
8	Surveillance des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.5.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CNM a réalisé (ou est en train de réaliser) les actions nécessaires pour une partie des non-conformités constatées lors des précédentes inspections et à l'origine de l'arrêté de mise en demeure en date du 4 juin 2024.

Toutefois, certaines non-conformités, en particulier pour ce qui concerne les rejets aqueux, persistent.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li><li>• de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé pour les rejets aqueux issus des formes [...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les analyses rejets aqueux réalisées entre décembre 2024 et février 2025 révèlent des non-conformités pour les paramètres pH, DCO et Cuivre.  Il apparaît que les actions mises en œuvre suite aux précédents dépassements constatés ne permettent pas à ce stade le respect des valeurs limites de rejet.  La société CNM a informé l'inspection que le nouveau système de collecte et de traitement mis en place par le GPMM doit être fonctionnel en mai 2025 pour la forme 9 et décembre 2026 pour la forme 8. Dans l'attente, la société CNM devra mettre en œuvre de nouvelles actions correctives afin de respecter les valeurs limites de rejets applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

### N° 2 : Surveillance rejets aqueux TBT

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2025, article 2 et 3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux		
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 2- Paramètre à surveiller</b> <b><i>L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2023-287 ENREG du 3 novembre 2023 est complété comme suit :</i></b>  Le tableau des paramètres à mesurer est complété de la ligne suivante : <table><tr><td>Tributylétain (CAS 688-73-3)</td><td>Semestrielle</td></tr></table>	Tributylétain (CAS 688-73-3)	Semestrielle
Tributylétain (CAS 688-73-3)	Semestrielle	
<b>Article 3- Valeur limite d'émission</b>		

**L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°2023-287 ENREG du 3 novembre 2023 est complété comme suit :**

L'exploitant procède à la recherche du Tributylétain dans les effluents résiduels de l'activité des aires de carénage, collectés et dirigés vers la station de traitement avant rejet dans le milieu. Que ce soit avant (installation temporaire) ou après la mise en fonctionnement des installations de collecte et de traitement des eaux mises en œuvre par le GPMM, la valeur limite d'émission avant rejet dans le milieu naturel du Tributylétain est fixée en concentration moyenne journalière à 25 µg/L.

**Constats :**

La société CNM a bien intégré la recherche du Tributylétain dans son programme d'autosurveillance des effluents résiduels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Détection incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :

[...]

- dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté : de respecter les dispositions de l'article 2.8.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 en installant un système de détection de fumées adapté aux conteneurs de stockage de peinture, et en procédant à sa vérification semestrielle

[...]

**Constats :**

La société CNM a transmis l'ensemble des bons de commandes relatifs aux matériels qui constitueront le système de détection incendie des stockages de peintures.

Ces équipements sont en cours d'installation, et la société CNM a indiqué que le système sera opérationnel fin mai 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société CNM devra transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois, un rapport attestant que l'installation est conforme, et permet la détection d'un départ de feu pour l'ensemble des stockages de peinture du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Stockage de peinture

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai d' un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> </ul> <p>[...]</p> <p>de respecter les dispositions de l'article 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 en réalisant le stockage des peintures dans des conteneurs dédiés et disposant de rétentions correctement dimensionnées, et en disposant d'un registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société CNM a mis en place un registre de suivi des quantités de peinture stockées sur site.</p> <p>Toutefois, afin de répondre au mieux aux exigences réglementaires, la société CNM devra effectuer ce suivi en masse, et non en volume (comme actuellement).</p> <p>La consultation de ce registre n'a pas révélé de dépassement des quantités maximales autorisées.</p> <p>Le jour de l'inspection, le stockage des peintures était réalisé dans des conteneurs dédiés, munis de rétentions correctement dimensionnées au regard du volume stocké.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai d' un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> </ul> <p>[...]</p>

de respecter les dispositions de l'article 4.11.I de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en procédant au stockage de la totalité des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur des rétentions correctement dimensionnées  
[...]

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté que l'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est stocké sur des rétentions correctement dimensionnées. Il a toutefois été constaté la présence d'eau de pluie contaminée dans l'ensemble des rétentions associées à un stockage non couvert. La société CNM a transmis les documents justifiant du pompage et de l'élimination de ces eaux.

Concernant les peintures, leur stockage était réalisé dans des conteneurs dédiés, munis de rétentions correctement dimensionnées au regard du volume stocké.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Propreté**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Propreté

**Prescription contrôlée :**

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :

[...]

- dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :
- de respecter les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en maintenant le site propre, notamment aux abords du milieu naturel et des réseaux s'y rejetant directement, et en s'assurant que les dispositifs de stockage de déchets ne présentent pas de risque de débordement ou d'envols

**Constats :**

L'inspection a constaté que le site était maintenu propre le jour de l'inspection. En particulier, l'ensemble des déchets étaient stockés dans des contenants adaptés.

En outre, la société CNM a été en mesure de présenter le registre relatif aux rondes environnementales effectuées régulièrement. Cette démarche intègre la vérification du bon nettoyage de la forme avant sa remise en eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Emissions de COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.5.4

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de permettre d'une part un suivi régulier des émissions de COV et des évolutions techniques relatives à la captation des rejets sur ce type d'installation, et d'autre part de la possibilité de réduire ou suspendre l'utilisation des composés les plus nocifs, l'exploitant réalise et transmet les études suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Une étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage, au traitement et à la réduction des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires. Cette étude est réalisée et transmise à l'inspection tous les ans. La première étude sera remise dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Elle est basée sur un parangonnage mené sur les installations similaires situées sur le territoire européen.</li> </ul> <p>Ce document doit comprendre à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ü un inventaire des techniques disponibles pour limiter, capter et traiter les rejets de COV lors des opérations de peinture</li> <li>ü pour chacune des techniques identifiées, une analyse technique et économique relative à leur mise en œuvre sur le site</li> <li>ü le détail des techniques et procédures mises en œuvre à l'issue de cette analyse.</li> <li>ü Un bilan chiffré de l'impact sur les émissions de COV</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Une synthèse quantitative et qualitative des COV émis lors de l'année écoulée. Cette étude est réalisée chaque année N et transmise à l'inspection au plus tard le 31 janvier de l'année N+1</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société CNM a transmis le bilan quantitatif et qualitatif des COV émis au cours de l'année 2024. Elle a également transmis les études technico économiques relatives relative à la possibilité de procéder au captage, au traitement et à la réduction des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires, ainsi qu'à la réduction de l'utilisation des COV les plus nocifs.</p> <p>Le contenu de ces études se limite à une présentation rapide des différentes solutions sans réelle analyse technico-économique de l'applicabilité au site des formes 8 et 9, et sans analyse de l'impact. Les études présentées sont insuffisantes pour répondre aux dispositions de l'article 2.5.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023.</p> <p>Il est à noter qu'une des actions mises en oeuvre afin de réduire les émissions de COV consiste au remplacement de certaines peintures par des produits à base de silicone. Toutefois, bien que ces produits émettent moins de COV, ils sont composés en partie de COV CMR (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) ce qui a pour effet de quadrupler la part de COV CMR émis, alors même que l'un des objectifs de ces études est de réduire l'utilisation des COV les plus nocifs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant propose à l'inspection au plus tard deux mois à compte de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance environnementale intégrant une ou plusieurs campagnes de mesures en dynamique représentative des conditions météorologiques sur une année.</p> <p>Les systèmes de mesures en continu mis en place sont précisés. Ils permettent de mesurer les pics de concentrations en COV et en poussières (particules fines PM 2,5 et PM10).</p> <p>Cette surveillance est mise en place au plus tard quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours.</p> <p>Dans tous les cas, les conditions météorologiques telles que la température, la pression, les précipitations, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée pendant toute la durée de la campagne de surveillance.</p> <p>Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.</p> <p>Le programme de surveillance doit être réalisé dans des conditions représentatives de l'activité du site.</p> <p>Dans le cas d'une campagne de surveillance ponctuelle, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).</p> <p>Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure et le choix des matrices (air, retombées de poussières) analysées doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales et les zones comprenant potentiellement des cibles sensibles (zones d'habitation, écoles ...). Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est détaillé dans le programme de surveillance.</p> <p>Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Conformément à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs propres rejets et de répondre aux prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Un rapport d'étape est transmis à l'Inspection à la moitié de la réalisation du programme de surveillance.</p> <p>Le rapport final exposant les résultats du programme de surveillance est transmis à l'Inspection au plus tard 3 mois après la fin de ce programme.</p>
<b>Constats :</b>

Le programme de surveillance, dont le contenu et les modalités ont été préalablement portés à la connaissance de l'inspection, a démarré en février 2025.

Un premier rapport doit être transmis à l'inspection en août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite